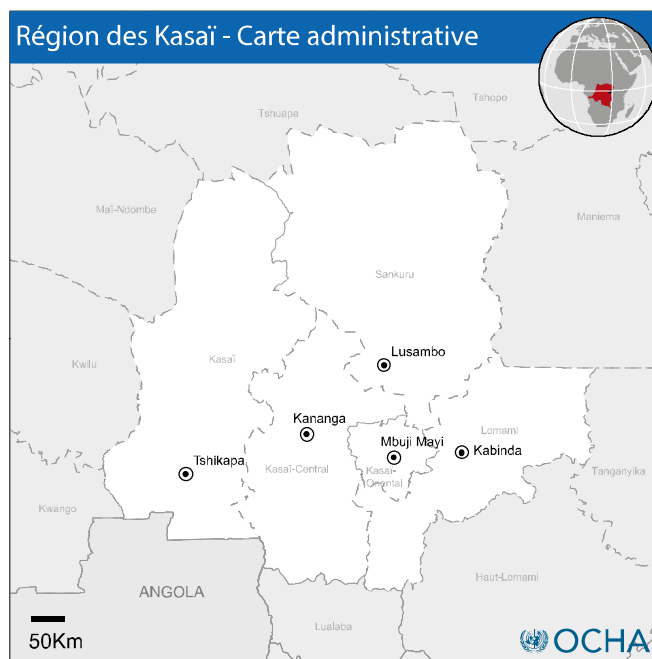




Ce rapport a été produit par OCHA RD Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et au Kasai Oriental. Il couvre la période du 1^{er} juin (date suivant la parution du Sitrep n°7) au 22 juin 2017. La région du Kasai fait ici référence aux provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, ainsi que celles de la Lomami et du Sankuru.

Faits saillants

- Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien a déclaré que la situation dans les Kasai est une urgence de niveau maximal pour OCHA (*Corporate Emergency*).
- Le Directeur des Opérations d'OCHA, M. John Ging, s'est rendu à Kananga le 9 juin où il a rencontré les communautés affectées, les autorités et les acteurs humanitaires.
- Une enveloppe « Urgence » du Fonds Humanitaire RDC d'un montant de 2 millions de dollars américains a été approuvée le 22 juin par le Coordonnateur Humanitaire pour une assistance en protection et en éducation.
- 55 940 nouveaux déplacés ont été enregistrés dans la ville de Tshikapa (Province du Kasai) depuis le dernier rapport.
- Quelque 500 filles et garçons utilisés comme combattants ou « bouclier humain » par des milices et 600 cas de violences basées sur le genre (VBG), rapportés depuis août 2016.



Source: OCHA DRC
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

1,3 M Personnes déplacées internes ¹	140 404 Retournés ²	130 000 Membres des communautés hôtes/ familles ³	352 000 Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours ⁴	30 000 Congolais ayant fui vers l'Angola ⁵	8 414 Congolais expulsés de l'Angola ⁶
---	--	--	--	---	---

Source : voir note de fin en page 6.ⁱ

1 Dans le contexte volatile de l'urgence complexe dans la région des Kasai, les mouvements de populations sont actuellement dynamiques et complexes (avec parfois déplacements pendulaires, préventifs ou multiples). Ceci rend la distinction entre personnes déplacées et retournées présentement difficile à faire dans les Provinces du Kasai, Kasai Central et de la Lomami.

2 Le nombre de retournés vaut uniquement pour les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami où l'accalmie rapportée dans certaines zones a permis aux déplacés internes de rentrer dans leurs zones d'origine.

3 Ce nombre de membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.
4 Ces personnes bénéficient d'une assistance d'urgence dans un ou plusieurs secteurs pendant au moins les deux prochains mois. Le nombre de personnes couvertes par la réponse est estimé de manière conservatrice afin d'éviter les doubles comptages, selon la méthode utilisée dans le Plan de réponse humanitaire 2017-2019.

5 Source : UNHCR, 12 juin 2017. Voir Appel de fonds de 65 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés congolais en Angola: <http://www.unhcr.org/fr/news/press/2017/6/593fd238a/appele-fonds-65-millions-dollars-laide-refugies-congolais-angola.html>

6 Source : Rapports de monitoring de l'ONG AJID de janvier, février et mars 2017

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

www.unocha.org

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

Aperçu de la situation

Les déplacements de populations causés par les conflits se poursuivent, avec 55 940 nouveaux déplacés internes rapportés depuis le dernier rapport de situation (Sitrep No. 7). Il s'agit de personnes enregistrées par les comités permanents des cinq communes de la ville de Tshikapa (Province du Kasai). A cela s'ajoute d'autres alertes concernant des déplacements (notamment dans la Province du Kwilu) ou des mouvements de retour (dans la ville de Kananga), mais le suivi de ces informations est en cours. Par ailleurs, le nombre de Congolais ayant fui la région des Kasai pour se réfugier en Angola est maintenant de 30 000 personnes⁷ selon le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies (UNHCR) - soit une augmentation de 6 500 personnes en moins d'un mois.

Chaque jour, les populations civiles sont victimes de graves violences perpétrées non seulement par des miliciens présumés Kamuina Nsapu mais aussi par des membres de milices ethniques. Quatre incidents graves de protection auraient ainsi été perpétrés par une milice ethnique dans la Province du Kasai du 2 au 10 juin 2017 : le massacre présumé de la population de Kamanyenga ; le pillage des médicaments et de l'équipement du centre de santé de référence de Mulunda Tshonza (à 45 km de Tshikapa) ; la décapitation du chef de groupement Lukombo (à 85 km de Tshikapa) ; et le viol de cinq femmes sur l'axe Tshikapa-Kananga. Par ailleurs, le 10 juin, douze personnes auraient été décapitées par des présumés miliciens Kamuina Nsapu à Kalala Diboko (Territoire de Luiza) dans la Province du Kasai Central. Selon des sources locales, la milice aurait également attaqué trois jeunes employés de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) -actuellement portés disparus- dans le Territoire de Tshilenge (Province du Kasai Oriental).

La situation de la protection reste alarmante, avec 500 filles et garçons utilisés comme combattants ou boucliers humains par des milices. De plus, 600 cas de violences basées sur le genre (VBG) – principalement des viols – ont été rapportés depuis le début de la crise en août 2016, selon les résultats d'une mission d'évaluation du sous-cluster VBG dans les provinces du Kasai et Kasai Oriental (du 26 mai au 2 juin). De janvier à mai 2017, l'UNICEF et ses partenaires ont permis la libération de 474 enfants associés aux milices et détenus dans la prison de Kananga. Les enfants sont parmi les principales victimes des violences, exposés à des risques de blessures ou de décès au combat. 150 000 enfants en âge de fréquenter l'école primaire sont privés d'accès à l'éducation dans la Province Kasai Central, suite à la destruction de 639 écoles par des attaques, selon l'UNICEF.

Malgré une accalmie sécuritaire dans plusieurs zones grâce au déploiement des Forces Armées de la RDC (FARDC) qui a permis de circonscrire le conflit, plusieurs poches de violences persistent et limitent l'accès humanitaire. Dans la Province du Kasai Central, la situation est calme à Kananga mais volatile dans les territoires de Demba, Dibaya et Dimbelenge. Dans la Province du Kasai, les zones instables sont notamment : l'axe de Kamonia, la frontière avec l'Angola et l'axe Kabambaye-Katoka (au nord de Tshikapa). Enfin, dans la Province du Kasai Oriental, l'insécurité perdure dans le Territoire de Kamiji, ainsi que dans le sud des territoires de Luilu et Miabi. Depuis le 19 juin (jusqu'au 24 juin), le Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention du génocide, M. Adama Dieng, effectue une visite en RDC ; il se rendra notamment à Tshikapa et à Kananga.

Financement

Deux mois après le lancement de l'Appel Eclair (*Flash Appeal*), les 64,5 millions de dollars requis pour la réponse à l'urgence complexe dans la région des Kasai demeurent faiblement financés. Le 22 juin, le Coordonnateur Humanitaire en RDC a approuvé l'allocation d'une enveloppe « Urgence » du Fonds Humanitaire RDC d'un montant de 2 millions de dollars américains afin de fournir une assistance dans les secteurs de l'éducation et de la protection de l'enfant. L'appel à projets sera annoncé dans les prochains jours. Pour rappel, une enveloppe de 3 millions de dollars avait été allouée en mai pour des activités de protection, logistique et santé.

L'ONG Save the Children Canada a financé sur fonds propres (US\$171 000 de dollars américains) un projet de protection/violences sexuelles basées sur le genre ciblant 9 500 bénéficiaires pendant six mois. L'ONG a aussi obtenu un financement de US\$230 000 de la Suède pour ses activités. Norwegian Refugee Council (NRC) a également reçu \$575 000 de la part de la Suède pour des activités d'éducation d'urgence. Un financement de 4,5

⁷ Source : UNHCR, 12 juin 2017. Voir Appel de fonds de 65 millions de dollars pour l'aide aux réfugiés congolais en Angola : <http://www.unhcr.org/fr/news/press/2017/6/593fd238a/appel-fonds-65-millions-dollars-laide-refugies-congolais-angola.html>

millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) avait été alloué au début de la crise pour couvrir les besoins initiaux.

Réponse humanitaire

Les acteurs humanitaires continuent à mener des missions d'évaluation sur le terrain afin d'étendre la réponse dans les zones où l'accès s'améliore progressivement. Une délégation conduite par les Directeurs d'urgence du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) était en mission à Tshikapa et Kananga les 20 et 21 juin afin d'évaluer la situation. Plusieurs acteurs ont démarré les activités sur le terrain : Oxfam et Save The People International (Province du Kasai), NRC (Kasai Central) et Solidarités International et Caritas (Province de la Lomami). Concernant la réponse aux 30 000 Congolais en provenance des Kasai ayant trouvé refuge en Angola, le HCR a lancé un appel de fonds de 6,5 millions de dollars américains pour leur venir en aide.

L'accès humanitaire demeure limité dans plusieurs zones en raison des violences, ce qui ralentit notamment la mise en œuvre de certains projets financés par le CERF. OCHA continue à sensibiliser les acteurs humanitaires concernant le respect des lignes directrices en matière de coordination-civile militaire en RDC, notamment l'utilisation des escortes uniquement en dernier recours. L'ONGI World Vision a lancé, en collaboration avec OCHA, un processus de mise à jour des scénarios sur l'évolution du contexte selon l'approche GECARR (Good Enough Country Analysis for Rapid Response) afin de faciliter la prise de décision.



Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

- Dans la Province du Kasai, CARITAS Luebo met en œuvre un projet qui va aménager 48 sources dans 48 villages dans les zones de santé de Mweka et Luebo. Neuf relais communautaires ont débuté une formation de trois jours sur la promotion de l'hygiène dans la zone de santé de Kalonda Ouest, mais la formation a dû être interrompue en raison d'affrontements le troisième jour. Les équipes d'Action Contre la Faim (ACF), partenaire de l'UNICEF, ont mené six séances de sensibilisation de masse au profit de 532 personnes dans les aires de santé de Kasala et Kabeya Lumbu.
- Dans la Province du Kasai Oriental, l'ONG APEDE, partenaire de l'UNICEF fournit un paquet d'assistance EHA à 2 255 personnes dans les territoires de Kabeya Kamuanga, Tshilundu et Miabi.

283 732

Personnes ciblées par l'assistance en EHA



Education

- Dans les trois provinces des Kasai, la composante éducation d'un projet de protection financé par le CERF est en cours de mise en œuvre depuis le mois de mars. Il s'agit des cours de rattrapage à 3 500 enfants qui doivent passer les examens de fin cycle primaire (TENAFEP). Le projet qui doit s'achever en juin a dépassé les objectifs prévus: 1 610 élèves assistés (dont 782 filles) sur 1 500 prévus dans la Province du Kasai Oriental; et 2 000 élèves assistés (dont 691 filles) sur 1 500 prévus dans les Provinces du Kasai et Kasai Central. Les élèves ont pu présenter leur examen, dont les frais ont été payés, et ont aussi reçu du matériel ainsi que des uniformes scolaires. Dans les trois provinces, 46 enseignants (dont 2 femmes) sur 30 prévus ont bénéficié de formations en pédagogie. Cette activité a pour objectif de faciliter l'accès à une éducation inclusive et pertinente de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour tous les enfants de 6 à 17 ans affectés par les déplacements, ainsi que les vulnérables autochtones. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel (EPSP) dans les provinces du Kasai et Kasai Central, et avec une ONG nationale dans la Province du Kasai Oriental.

41 964

enfants ciblés par l'éducation d'urgence



Nutrition

- Dans la Province du Kasai Oriental, 1 858 enfants sont traités pendant 5 mois dans la zone de santé de Tshilundu (quatre aires de santé) et de Miabi (trois aires) dans le cadre des projets financés par le CERF. Cependant, 11 autres aires de la zone de santé de Tshilundu ne sont pas couvertes alors qu'elles enregistrent des taux de MAS supérieurs au seuil d'urgence. La situation de la zone de santé de Miabi n'est pas connue faute d'évaluation sur place.
- Dans la Province du Kasai, l'ONG Action Contre la Faim (ACF) met en œuvre un projet UNICEF financé par le CERF qui prévoit la prise en charge de 1 738 enfants malnutris sévères dans quatre unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA) et l'aménagement de 15 sources et 6 latrines dans 6 des 11 structures sanitaires ciblées. La durée initiale de ce projet est de cinq mois. En raison de l'accès limité aux zones de santé de Kalonda Ouest et Kamwasha, le projet a été délocalisé dans les zones de santé de Kanzala, de Tshikapa et de Kalonda Est qui sont plus accessibles.
- Dans la Province du Kasai Central (Territoire de Luiza), l'ONG COOPI met en œuvre des activités de réhabilitation nutritionnelle et d'amélioration des conditions d'accès à l'eau, hygiène et assainissement des communautés affectées jusqu'à la fin du mois d'août 2017.

4 513

enfants sévèrement malnutris ciblés pour une prise en charge nutritionnelle



Protection

- Dans la Province du Kasai (Territoire de Tshikapa), CARITAS, avec le soutien de l'UNICEF, exécute le projet de prise en charge transitoire de 98 enfants non accompagnés (ENA) – dont 39 filles- dans des familles d'accueil. La recherche des parents est en cours pour leur réunification. Une formation a été dispensée à 39 volontaires communautaires (6 femmes) sur les standards minimums de protection de l'enfant en situation d'urgence. Six espaces de jeux ont été aménagés dans lesquels 3 590 enfants (dont 1 548 filles) ont participé aux activités sportives, éducatives et récréatives. Par ailleurs, 229 nouveaux enfants non accompagnés ont été identifiés (dont 79 filles et 70 pourcent d'orphelins).
- Dans la Province du Kasai Central (Territoire de Kananga), l'UNICEF –à travers le Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE)- prend en charge l'accompagnement psychosocial de 42 enfants (dont 2 filles) au centre de Kananga et a procédé à la réunification de 12 enfants avec leurs familles. Dans le Territoire de Dibaya, 80 enfants ont été réunifiés à leurs familles et 240 enfants ont été identifiés. Trente enfants blessés ont été identifiés dont six ont été référés. Trente autres enfants ont été envoyés au BNCE à Kananga pour orientation et réadaptation.
- Dans la Province du Kasai Oriental (territoires de Kabeya Kamuanga et Miabi), 412 nouveaux ENA ont été identifiés, 12 enfants ont été réunifiés à leurs familles et 113 autres enfants blessés ont été transférés dans des structures médicales et pris en charge. Huit espaces de jeux ont été aménagés et 85 ENA ont été identifiés (dont 30 filles). L'ONG CAAP-T a formé 40 volontaires communautaires au processus de réunification et d'accompagnement psychosocial des enfants non accompagnés.
- Selon le Groupe de Travail Protection de l'Enfant (GTPE), 55 organisations ont contribué aux activités de la protection de l'enfant dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Lomami et Sankuru au cours du mois de mai 2017 (contre 27 en février). Ces partenaires, dont plus de 70% sont des ONG nationales, interviennent principalement à Kananga et dans une moindre mesure à Tshikapa et Mbuji-Mayi. Une carte de la présence opérationnelle des acteurs de protection de l'enfant a été [publiée fin mai](#).
- La prise en charge médicale et juridique des femmes survivantes des violences est en cours avec l'appui du Fonds mondial et de l'UNICEF, mais la réponse doit être renforcée en matière d'appui psychosocial.

408 047

Personnes ciblées par l'assistance en protection



Santé

- L'ONG ADRA met en œuvre un « *Projet d'accès aux soins de santé primaires et référencement secondaire en faveur des populations et familles affectées par les conflits dans les provinces de Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental* ». Ce projet de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est financé par le CERF. Les activités prévues et/ou en cours sont : formation des relais communautaires et des prestataires des soins, distribution de médicaments essentiels et d'équipements médicaux, prise en charge gratuite des malades dans 58 structures de santé, cliniques mobiles et prime de motivation pour le personnel soignant. Le projet, d'une durée de 5 mois, cible 112 255 bénéficiaires (déplacés internes et communautés hôtes). Les zones de santé retenues sont respectivement : Kalonda, Kamuesha, Dibaya, dans le Kasai ; Tshikula, Mutoto, Mweshi et Katende dans le Kasai Central et Miabi, Kabeya Kamuanga et Tshilundu dans le Kasai Oriental.
- CARITAS Kananga, CARITAS Luebo et le Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE) mettent en œuvre un projet transitoire et médical pour la prise en charge de 60 ENA et 35 enfants blessés dans la Province du Kasai. Six espaces d'écoute sont mis en place pour l'accompagnement psycho-social et des séances de sensibilisation sur les risques encourus de l'implication des enfants dans les forces et groupes armés.

371 971

Personnes ciblées par l'assistance en santé



Sécurité alimentaire

- Dans la Province du Kasai, 5 000 ménages déplacés sont assistés par les ONG AMOR, CADEFA et COPROMOR dans le cadre d'un projet de la FAO d'appui à la production maraîchère financé par le CERF. Les espaces sont déjà aménagés et les ONG sont en attente des intrants à distribuer. Le projet devrait durer deux mois.

330 354

Personnes ciblées par l'assistance en sécurité alimentaire



Abri d'urgence/ Articles Ménagers Essentiels (AME)

- Les activités se poursuivent, aucune nouvelle information à signaler.

382 875

Personnes ciblées par l'assistance en AME



Logistique

- Le cluster est en train de mettre en place la plateforme Logistique aux Kasai, en appui à la réponse humanitaire. Dans ce cadre, quatre camions chargés de trois unités mobiles de stockage et 15 000 litres de diesel sont arrivés à Kananga le 9 juin en provenance de Lubumbashi. Le service sera fourni par le PAM (Kananga, Province du Kasai Central) et Handicap International (Tshikapa, Province du Kasai). Cette plateforme est financée par le Fonds Humanitaire RDC pour une durée initiale de trois mois.
- Dans la Province du Kasai Central, le Groupe de Travail Logistique -en coordination avec OCHA, la Délégation Provinciale Sanitaire (DPS) et la Centrale d'Achat et de Distribution de Médicaments au Kasai (CADIMEK)- facilite le transport de médicaments essentiels génériques de Kananga vers les 26 zones de santé de la province, dont 22 ont déjà été livrées.



Assistance monétaire multisectorielle

- Dans le Kasai Oriental, 8 469 ménages sur 8 505 (99,6%) ont reçu une assistance monétaire dans la zone de santé de Kabeya Kamuanga (Matadi, Dibula, Lac Mukamba, Ciondo, Ciaciacia et Dikundi). Cette activité est mise en œuvre par les ONG *Catholic Relief Services* (CRS) et Caritas dans le cadre du projet ARCC 3 (*Alternatives Responses to Communities in Crisis*) financé par UNICEF.

Coordination générale

Le 9 juin dernier, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, a déclaré que la situation dans les Kasai est une urgence de niveau maximal pour OCHA (*Corporate Emergency*) pendant six mois. Jusqu'en décembre 2017, toutes les demandes de soutien aux opérations d'OCHA sur le terrain seront traitées en priorité et des ressources supplémentaires seront déployées pour renforcer la coordination de la réponse.

Du 8 au 9 juin, le Directeur des Opérations d'OCHA, M. John Ging, a effectué une visite en RDC durant laquelle il s'est rendu à Kananga pour rencontrer des victimes des violences et les acteurs humanitaires. La veille de son arrivée, le Coordonnateur Humanitaire, M. Mamadou Diallo, parachève une mission d'évaluation de 48 heures à Kananga et à Tshikapa.

Une réunion de la *Task Force* s'est tenue à Kinshasa le 2 juin et les participants se sont notamment accordés sur les points suivants : poursuivre les évaluations afin d'avoir une meilleure visibilité sur les besoins ; renforcer la collaboration avec les acteurs locaux pour faciliter l'accès et harmoniser les opérations d'identification des déplacés en cours. Sur le terrain, OCHA maintient une présence continue dans les provinces du Kasai (Tshikapa), du Kasai Central (Kananga) et du Kasai Oriental (Mbuji-Mayi) à travers une rotation de son personnel. Une [carte de la présence opérationnelle](#) dans les Kasai (« qui fait quoi où ? ») a été publiée par OCHA fin mai.

Contexte de la crise :

L'urgence complexe dans la région des Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux Provinces du Kasai, Kasai Oriental, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les Provinces du Lualaba et du Haut-Lomami, de la Lomami, du Sankuru, et du Kwilu. Cette crise génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes : (i) renforcer la visibilité des besoins sur l'ensemble du territoire concerné ; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale ; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et sécuritaires ; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication destinée aux groupes armés afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire et (v) assurer une coordination adéquate entre les acteurs humanitaires et ceux de développement et de stabilisation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dan Schreiber, Chef de la section Coordination, schreiberd@un.org, Tél. +243 81 706 1204

Benedetta Di Cintio, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, dicintio@un.org, Tél. +243 81 706 1212

Mayanne Munan, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, munan@un.org, Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, www.unocha.org ou www.reliefweb.int.

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : kasendue@un.org

Sources des chiffres mis à jour : toutes les données pour toutes les provinces sont basées sur des informations transmises par la Direction Provinciale de la Santé (DPS), des alertes non-confirmées d'ONG internationales, nationales ou de la société civile locale ou encore sur des évaluations (lorsque cela est possible comme dans certaines zones des Provinces du Kasai et Kasai Oriental. Les chiffres de retournés, des familles hôtes et communautés d'accueil restent encore difficiles à estimer en raison de l'accès humanitaire réduit et des mouvements continus des déplacés, au gré des actions des milices et des opérations des FARDC. Dans l'immédiat, la volatilité de la situation et des mouvements de population ne permettra pas d'atteindre une fiabilité totale.